



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.818/4
du 7 février 2018

advies 62.818/4
van 7 februari 2018

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif à la
formation à la conduite et
l'examen de conduite pour la
catégorie de véhicules à moteur
B et à certains aspects pour
toutes les catégories de
véhicules à moteur'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende de
rijopleiding en het rijexamen
van categorie van
motorvoertuigen B en bepaalde
aspecten voor alle categorieën
van motorvoertuigen'

Le 12 janvier 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la formation à la conduite et l'examen de conduite pour la catégorie de véhicules à moteur B et à certains aspects pour toutes les catégories de véhicules à moteur'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 7 février 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 février 2018.

*

Op 12 januari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de rijopleiding en het rijexamen van categorie van motorvoertuigen B en bepaalde aspecten voor alle categorieën van motorvoertuigen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 7 februari 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 februari 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', le projet examiné doit faire l'objet d'un rapport d'évaluation de son impact sur la situation respective des femmes et des hommes.

L'accomplissement de cette formalité préalable, dont la note aux membres du Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis fait état, sera visé au préambule du projet.

2. L'accord du Ministre du Budget est visé à l'alinéa 6 du préambule du projet. Cet accord ne figure toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis. Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

3. L'article 6, § 1^{er}, XII, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' (ci-après : L.S.R.I.), inséré par l'article 25 de la loi spéciale du 6 janvier 2014, confie aux régions :

« XII. En ce qui concerne la politique en matière de sécurité routière :

[...]

6^o la réglementation en matière d'écolage et d'examens relatifs à la connaissance et à l'aptitude qui sont nécessaires pour conduire des véhicules de chaque catégorie, y compris l'organisation et les conditions d'agrément des écoles de conduite et des centres d'examen et y compris le contrôle de l'aptitude à la conduite des conducteurs et candidats-conducteurs souffrant d'une diminution des aptitudes fonctionnelles, à l'exception de la compétence fédérale concernant la détermination des connaissances et des aptitudes nécessaires pour conduire des véhicules, étant entendu que les habitants d'une région sont libres de fréquenter une école de conduite ou de passer les examens dans un centre d'une autre région et étant entendu qu'une école de conduite reconnue dans une région peut également opérer dans les autres régions ».

4. Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 6 janvier 2014 éclairent comme suit la portée de ce transfert de compétence :

« 8. Transfert aux régions de la formation à la conduite, des auto-écoles et des centres d'examen.

Ce transfert s'inscrit dans la logique de la proposition de loi spéciale 'portant des mesures institutionnelles' qui a été soumise antérieurement au Sénat (*Doc. parl.*, Sénat, session 2007-2008, n° 4-602/1) et sur laquelle le Conseil d'État a rendu un avis le 10 avril 2008 (avis n° 44.234/AG). À la différence de la proposition précitée, la présente proposition prévoit toutefois le transfert de la formation à la conduite, des auto-écoles et des centres d'examen aux régions, et non aux communautés, conformément à l'Accord institutionnel pour la Sixième Réforme de l'État du 11 octobre 2011.

La présente proposition de loi spéciale prévoit par conséquent d'attribuer aux régions la compétence relative à la réglementation en matière d'écolage et d'examens en vue de l'obtention du permis de conduire, y compris l'organisation et les conditions d'agrément des écoles de conduite et des centres d'examen. Ainsi, chaque région peut, dans le cadre de la législation européenne, mener une politique de sécurité routière optimale.

L'article 23 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière prévoit que le permis de conduire belge est délivré lorsque le requérant satisfait à certaines conditions, parmi lesquelles la réussite d'un examen théorique et pratique. L'article 23 prévoit également que le Roi détermine les modalités de l'apprentissage à suivre en préparation de l'examen. C'est cette dernière compétence qui est visée ici. La détermination des connaissances et des aptitudes nécessaires pour conduire des véhicules reste donc une compétence fédérale. En revanche, la manière d'acquérir et de vérifier ces connaissances et aptitudes devient une compétence régionale.

Le permis de conduire lui-même reste de la compétence fédérale.

Dans le cadre de ce transfert de compétences :

– une auto-école qui est reconnue dans une région peut également opérer dans les autres régions ;

– la régionalisation de la formation à la conduite ne porte pas préjudice aux initiatives visant à enseigner le permis de conduire dans les écoles ;

– chaque citoyen peut suivre la formation à la conduite dans une auto-école de la région de son choix, quel que soit le lieu de son domicile ;

– chaque citoyen peut passer l'examen dans un centre d'examen de la région de son choix, quel que soit le lieu de son domicile.

Il va de soi que si des compétences spécifiques relatives à l'apprentissage, aux examens et aux écoles de conduite sont transférées aux régions, les autres aspects portant sur les conditions de délivrance d'un permis de conduire et sur la conduite des véhicules relèvent toujours de la compétence résiduelle de l'autorité fédérale.

Le permis de conduire provisoire, le permis à points et les règles en matière de déchéance continuent de relever de la compétence fédérale.

En ce qui concerne l'article 23, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, la compétence à transférer aux régions porte sur ce que ces dispositions attribuent au Roi.

Ces dispositions imposent comme conditions pour un permis belge :

‘2° avoir réussi un examen pratique organisé par le Roi, portant sur les connaissances et l’habileté nécessaire à la conduite des véhicules de chaque catégorie pour laquelle le permis de conduire est demandé. Le Roi détermine les modalités de l’apprentissage ; [...]

4° avoir réussi un examen organisé par le Roi, portant sur la connaissance des lois et règlements, des comportements de nature à éviter les accidents, des éléments mécaniques essentiels, ainsi que des premiers soins à apporter en cas d’accident, concernant l’utilisation des véhicules de la catégorie pour laquelle le permis de conduire est demandé ; le Roi détermine les modalités de l’enseignement’.

La compétence régionale concerne dorénavant également l’article 23bis de la même loi coordonnée. Cette disposition n’est toutefois pas encore en vigueur et concerne les cours suivis dans le cadre du permis à points non encore entré en vigueur (‘Art. 23bis. Le titulaire d’un permis de conduire belge suit des cours auprès d’un centre de perfectionnement à la conduite selon les modalités et dans les cas définis par le Roi. Ces cours sont destinés notamment à amener les conducteurs à adopter un comportement non agressif et préventif dans la circulation et à mieux maîtriser le véhicule, afin de ne pas créer de situations dangereuses ; ils doivent être suivis dans un centre de perfectionnement à la conduite répondant aux conditions fixées par le Roi’).

Étant donné qu’il est ainsi précisé que l’autorité fédérale reste compétente pour ‘la détermination des connaissances et des aptitudes nécessaires pour conduire des véhicules’, il est certain que l’article 23, § 1^{er}, 1°, et l’article 38, § 3 (qui prévoient, comme condition, que certains examens doivent être présentés dans le cadre de la déchéance du droit de conduire) et l’article 23, § 1^{er}, 3°, (examen médical) continuent de relever de la compétence fédérale.

L’article 23, § 2, de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière règle les cas d’exemption des examens. L’article 23, § 2, est rédigé comme suit :

‘Art. 23. § 2. Est exempté des examens prévus au § 1^{er}, 2°, 3° et 4°, le requérant qui produit :

1° soit un permis de conduire national étranger en cours de validité, délivré conformément aux dispositions applicables en matière de circulation routière internationale ou dont la validité est reconnue en vertu d’accords passés par le Roi ; le Roi peut subordonner cette exemption à des conditions de résidence du requérant dans l’État de délivrance du permis de conduire ;

2° soit un certificat délivré par une autorité désignée par le Roi, attestant qu’il a réussi un examen jugé équivalent’.

Dans cet article, il faut opérer une distinction. L’exemption des titulaires des permis de conduire étrangers (article 23, § 2, 1°) est liée à la compétence fédérale en matière de permis de conduire et reste donc fédérale.

L’exemption pour les titulaires d’un certificat après un examen jugé équivalent (article 23, § 2, 2°) est liée à la compétence pour l’écologie et les examens qui, sur la base de l’article 25 de la présente proposition de loi spéciale, incombe aux régions (article 6, § 1^{er}, XII, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

Les dispenses visées aux articles 27 à 29 de l’arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire sont liées à la compétence fédérale en matière de permis de conduire et restent de la compétence fédérale.

Pour conclure, il convient de préciser que les termes ‘l’organisation et les conditions d’agrément des écoles de conduite’ dans la nouvelle disposition proposée visent les règles fixées par le Roi comme prévu à l’article 23, § 3, de la loi précitée : ‘§ 3. Le Roi arrête les conditions auxquelles les écoles de conduite de véhicules à moteur doivent satisfaire pour l’accomplissement des tâches qu’il détermine’ »¹.

5.1. Face à la complexité de ce partage de compétences, les Régions flamande² et wallonne³ ont toutes deux fait le choix d’exercer cette nouvelle compétence en procédant par modification des arrêtés royaux du 23 mars 1998 ‘relatif au permis de conduire’ et du 10 juillet 2006 ‘relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B’.

Le projet examiné se présente, au contraire, comme un texte autonome abrogeant et remplaçant partiellement les deux arrêtés royaux précités. Ce choix méthodologique n’est certes pas critiquable en son principe ; l’attention de l’auteur du projet doit toutefois être attirée sur les difficultés qu’il entraîne.

5.2. Il convient tout d’abord de relever que certaines dispositions de l’arrêté du 23 mars 1998 que le projet vise à remplacer relèvent, pour partie, de la compétence de l’autorité fédérale en matière de permis de conduire et de permis de conduire provisoires.

Il s’agit notamment de l’article 5 de l’arrêté royal du 23 mars 1998 dont l’article 2.2.1., § 1^{er}, du projet examiné, reprend l’exigence du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et du paragraphe 2⁴, alors que les exemptions énumérées aux 1^o et 2^o de ce paragraphe 2 relèvent de la compétence de l’autorité fédérale en matière de permis de conduire et n’ont dès lors pas à être répétées dans le dispositif du projet examiné.

5.3. Il s’agit également de l’article 6 de l’arrêté royal du 23 mars 1998 qui fixe les conditions auxquelles l’apprentissage sous le couvert d’un permis de conduire provisoire est soumis, lequel relève pour partie de la compétence de l’autorité fédérale en matière de permis de conduire provisoire et de celle des régions en matière d’apprentissage pratique. Il ne revient dès lors pas à l’auteur du projet de procéder à son abrogation « dans la mesure où il s’applique aux véhicules à moteur de la catégorie B ». L’article 14.5. doit être corrigé sur ce point.

¹ *Doc. parl.*, Sénat, session 2012/2013, n° 5-2232, pp. 133 et s.

² Arrêté du Gouvernement flamand du 20 janvier 2017 ‘betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B en het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’, qui a fait l’objet de l’avis n° 59.890/VR donné le 30 septembre 2016.

³ Arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 ‘modifiant l’arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l’arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B’, qui a fait l’objet de l’avis n°61.664/4, donné le 10 juillet 2017, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61664.pdf#search=61664>.

⁴ L’article 5, § 2, n’est toutefois pas repris à l’article 14.5. du projet, qui énumère les articles abrogés « dans la mesure où ils s’appliquent aux véhicules à moteur de la catégorie B ».

5.4. La définition des matières sur lesquelles portent l'apprentissage théorique (article 2.1.1., § 2, renvoyant à l'article 3.1.3.), l'examen théorique (article 3.1.3.), l'apprentissage pratique (article 2.2.1., § 2, renvoyant à l'article 3.2.2.) et l'examen pratique (article 3.2.2.), en remplacement des articles 14, alinéa 1^{er}, renvoyant à l'annexe 4 (matières sur lesquelles porte l'enseignement théorique) 15, alinéa 1^{er}, renvoyant à l'annexe 5 (matières sur lesquelles porte l'enseignement pratique), 31, alinéa 1^{er}, renvoyant à l'annexe 4 (matières sur lesquelles porte l'examen théorique) et 33, alinéa 1^{er}, renvoyant à l'annexe 5 (matières sur lesquelles porte l'examen pratique), de l'arrêté royal du 23 mars 1998 ⁵ pose ici un problème particulier.

Tout comme la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 'relative au permis de conduire' ⁶ qu'il transpose, l'arrêté royal du 23 mars 1998 n'opère, en effet, pas de distinction formelle entre la détermination des connaissances et des aptitudes nécessaires pour conduire des véhicules, et celle du contenu de l'enseignement et de l'examen théorique d'une part (annexe 4) et de l'enseignement et de l'examen pratique d'autre part (annexe 5).

Dès lors, et même si tant l'écologie que les examens relèvent maintenant de la compétence des régions, le projet examiné ne peut remplacer purement et simplement les annexes 4 et 5 précitées, sans porter atteinte à la compétence réservée à l'autorité fédérale en matière de « détermination des connaissances et des aptitudes nécessaires pour conduire des véhicules » par l'article 6, § 1^{er}, XII, 6°, L.S.R.I.. La voie choisie par les deux autres régions, à savoir compléter les annexes 4 et 5 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 paraît plus respectueuse du partage des compétences opéré sur ce point par la sixième réforme de l'État.

5.5. Le remplacement partiel des arrêtés royaux du 23 mars 1998 et du 10 juillet 2006 par le projet examiné pose également problème du point de vue de la lisibilité de la réglementation à laquelle seraient soumis les candidats au permis de conduire, confrontés à une double réglementation susceptible de présenter des problèmes de coordination ; ce risque est aggravé par la circonstance que les dispositions du projet examiné n'abrogent parfois que certaines subdivisions d'articles des arrêtés royaux précités, et voient leur champ d'application tantôt étendu à l'ensemble des catégories de permis, tantôt limité au seul permis de la catégorie B, sans que cela ne résulte nécessairement de leur seule lecture.

5.6. Compte tenu des inconvénients spécifiques que présente la méthode retenue, il doit être conseillé à l'auteur du projet de lui préférer celle déjà retenue par les deux autres régions, pour réformer la réglementation en matière d'écologie et d'examens relatifs à la connaissance et à l'aptitude qui sont nécessaires pour conduire des véhicules routiers.

En tout état de cause, en la forme dans laquelle il est soumis à l'avis de la section de législation et pour les raisons énoncées ci-avant, le projet excède les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

⁵ Ces articles et annexes sont abrogés, pour l'apprentissage et les examens relatifs à la conduite des véhicules de la catégorie B, par les articles 14.2., 14.3. et 14.5. du projet examiné.

⁶ Voir plus précisément l'article 7, paragraphe 1^{er}, et l'annexe II de la directive 2006/126/CE.

C'est sous la réserve de cette observation générale que les observations particulières suivantes sont formulées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

L'alinéa 1^{er} est inutile et doit être omis, l'article 6, § 1^{er}, XI (ou plus exactement : XII, 6°), L.S.R.I. ne constituant pas le fondement juridique du projet.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1^{er})

À l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1^{er}, il convient de mentionner que l'article 27, de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968, a également été modifié par la loi du 18 juillet 1990.

Alinéa 7

L'alinéa 7 relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 62.818/4 du Conseil d'État donné le 7 février 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁷.

DISPOSITIF

Article 1.1.1.

Il convient de mentionner, au début du dispositif du projet examiné, que celui-ci transpose partiellement la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 'relative au permis de conduire'.

Article 2.2.2.

1. Le paragraphe 1^{er}, 2°, b), dispose que le véhicule utilisé dans le cadre de l'apprentissage sous le couvert d'un permis provisoire doit être muni du signe « L » dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Une telle auto-habilitation du Gouvernement à lui-même est dépourvue de tout effet juridique, et doit donc être omise. Il convient, par contre, de veiller à ce que le projet soit complété par l'ensemble des dispositions réglementaires nécessaires⁸ pour permettre son application effective à la date d'entrée en vigueur prévue à son article 15.1.

2. L'observation qui précède vaut également pour la suite du dispositif, et notamment pour les articles 2.2.3., § 3, alinéa 2, 2.2.14., alinéas 3 et 4, et 2.2.15., § 1^{er}, 3.1.6., alinéa 1^{er}, 3.1.10., 4.4.1., et 5.4.1.

Article 3.1.1.

À l'article 3.1.1., il convient de se référer, pour ce qui concerne l'examen théorique, à l'article 23, § 1^{er}, 4^o (et non 2^o) de la loi coordonnée du 16 mars 1968.

Article 3.1.4.

1. L'article 3.1.4., vise à introduire de nouvelles règles relatives à l'assistance d'un interprète lors de l'examen théorique, lorsque le candidat ne maîtrise pas le néerlandais ou le français.

Comme le relève la Commission permanente de contrôle linguistique dans son avis du 22 septembre 2017 figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, il n'y a pas lieu d'y prévoir la possibilité de recourir à un interprète pour le français ou le néerlandais, les examens théoriques devant être organisés dans ces deux langues sans aucune différence de traitement entre elles.

2. L'observation qui précède vaut également pour l'article 3.2.3. relatif à l'examen pratique avec assistance d'un interprète.

Article 3.2.1.

À l'article 3.2.1., il convient de se référer, pour ce qui concerne l'examen pratique, à l'article 23, § 1^{er}, 2^o (et non 4^o) de la loi coordonnée du 16 mars 1968.

Article 3.2.2.

L'article 3.2.2. du projet, énumère les points sur lesquels porte l'examen pratique. Il reprend les points figurant à l'annexe V, point III.B., de l'arrêté royal du 23 mars 1998 en y ajoutant cependant un point 17^o – conduite indépendante (*zelfstandig rijden* en néerlandais).

⁸ Le cas échéant sous la forme d'une subdélégation de pouvoir.

La version française à l'article 3.2.13., § 1^{er}, 11^o, qui énumère les rubriques selon lesquelles l'examen est coté, utilise cependant les termes « conduite autonome ».

Il convient de supprimer cette discordance.

Article 3.2.7.

L'article 3.2.7. traite de l'examen pratique en vue d'obtenir la suppression du code 78 apposé sur un permis de conduire de la catégorie B ⁹.

Le projet doit être complété pour viser également l'examen pratique en vue d'obtenir l'apposition du code 96, à l'instar de l'article 37 de l'arrêté royal du 23 mars 1998, lequel est abrogé par l'article 14.5. « dans la mesure où il s'applique aux véhicules à moteur de la catégorie B » ¹⁰.

Article 3.2.9.

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « le candidat visé à l'article 3.2.6 » doivent être remplacés par les mots « le candidat visé à l'article 3.2.7 ». À l'alinéa 3, les mots « des manœuvres prévues à l'article 3.2.1 » doivent également être remplacés par les mots « des manœuvres visées à l'article 3.2.2 ».

2. Il y a également lieu dans l'article 3.2.11., alinéa 1^{er}, de remplacer les mots « du véhicule visé à l'article 3.2.9, alinéa 2, 1^o » par les mots « du véhicule visé à l'article 3.2.10, alinéa 2, 1^o ».

Article 3.2.12.

1. Dans le texte français du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « visées à l'article 3, alinéa 4 » doivent être remplacés par les mots « visés à l'article 3, § 4 ».

2. La dernière phrase du paragraphe 5 énonce :

« Dans le cas visé à l'article 4.1.3, § 1^{er}, la mention de réussite à l'examen pratique est portée sur la demande de permis de conduire par l'autorité visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ».

Le cas visé à l'article 4.1.3., § 1^{er}, est celui dans lequel la commission de recours décide que le candidat a réussi l'examen, sur la base du rapport du fonctionnaire du service public régional de Bruxelles Mobilité.

⁹ Le code européen 78 signifie que le permis est limité aux véhicules à changement de vitesse automatique.

¹⁰ Le code européen 96 autorise le titulaire du permis B à conduire des véhicules de la catégorie B auxquels est attelée une remorque dont la masse maximale autorisée dépasse 750 kg et où la masse maximale autorisée de l'ensemble est supérieure à 3 500 kg mais inférieure à 4 250 kg.

Il convient de relever que l'autorité visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 pourrait être le bourgmestre d'une commune située dans une autre région ou son délégué ¹¹, ainsi que le Ministre fédéral des Affaires étrangères ¹², auxquels il n'appartient pas à l'auteur du projet d'imposer l'obligation en question.

Le paragraphe 5 doit dès lors être revu pour imposer cette obligation à une personne pour laquelle son auteur est compétent. Ce pourrait, par exemple, être le fonctionnaire du service public régional de Bruxelles Mobilité.

Article 3.2.14.

L'article 3.2.14. dispose :

« L'inscription à l'examen pratique se fait dans les formes et de la manière approuvée par le Gouvernement ».

Une telle formulation est ambiguë, soit elle signifie que ces modalités sont arrêtées par une autre autorité – qu'il conviendrait alors de désigner – et, ensuite, soumises à l'approbation du Gouvernement, soit elle constitue une auto-habilitation qui appellerait la même observation que celle formulée à propos de l'article 2.2.2. du projet.

L'article 3.2.14. doit être revu sur la base de cette observation.

Article 4.1.3.

1. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « signification du recours » par les mots « introduction du recours », ce dernier n'étant pas introduit par voie de signification, au sens de l'article 32, 1^o, du Code judiciaire.

2. Les paragraphes 2, alinéa 2, et 3 mettent en place un régime de décision implicite de rejet lorsque la commission de recours ne prend pas de décision dans les soixante jours après l'introduction du recours ouvert par l'article 4.1.1.

La mise en œuvre d'un tel régime a pour effet d'écarter l'application de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs', ce qui ne peut être admis en l'absence d'une disposition de nature législative qui l'autorise.

En conséquence, le paragraphe 2, alinéa 2, sera omis et le paragraphe 3 sera revu.

¹¹ Compte tenu du libre choix consacré par l'article 6, § 1^{er}, XII, 6^o, L.S.R.I.

¹² Voir l'article 7, alinéa 2, 3^o, de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

Article 4.2.1.

L'alinéa 3 excède les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale, la matière de l'emploi des langues en matière administrative étant sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale du ressort de l'autorité fédérale.

L'alinéa 3 sera revu.

Article 5.1.1.

L'article 5.1.1. dispose :

« Art. 5.1.1 Préalablement à l'examen théorique, le candidat paie un supplément de redevance de 50 euros s'il se fait assister par un interprète visé à l'article 3.1.4 ».

Un tel complément de redevance est déjà prévu à l'article 63, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998. À la différence de l'article 32, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, l'article 3.1.4., alinéa 1^{er}, du projet examiné, prévoit toutefois que « l'interprète est dans tous les cas rémunéré par le candidat ».

Ce supplément de redevance n'a, dès lors, plus lieu d'être, et l'article 5.1.1. doit être omis.

Article 5.2.1.

Au 2^o, d), les références aux articles 3.2.5., 3.2.6. et 3.2.9. doivent être respectivement remplacés par des références aux articles 3.2.6., 3.2.7. et 3.2.10.

Article 5.4.1.

L'alinéa 3 prévoit une indexation automatique des redevances prévues par le projet, au 1^{er} janvier de chaque année.

Il convient de relever qu'une indexation au 1^{er} janvier sur la base de l'index santé atteint au 31 décembre de l'année précédente est impossible en pratique, compte tenu des délais nécessaires pour établir et publier cet index mensuel.

Article 15.2.

L'article 15.2. prévoit que l'article 3.1.12. entre en vigueur à la date de publication de l'arrêté en projet au *Moniteur belge*.

S'il se conçoit de faire entrer en vigueur de manière plus rapprochée cet article, qui traite du mode de cotation de l'examen théorique, il convient toutefois de laisser aux intéressés le temps nécessaire pour prendre connaissance de cette modification réglementaire.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

La subdivision du dispositif est déficiente notamment en ce que certains titres ne comportent, par exemple, qu'un seul chapitre.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet een evaluatieverslag opgesteld worden over de impact van het voorliggende ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

In de aanhef van het ontwerp moet worden vermeld dat voldaan is aan dat voorafgaande vormvereiste waarvan gewag gemaakt wordt in de nota aan de leden van de regering, die zich bevindt in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is.

2. In het zesde lid van de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de minister van Begroting. Die akkoordbevinding zit echter niet in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is. De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

ALGEMENE OPMERKINGEN

3. Bij artikel 6, § 1, XII, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ (hierna: de BWHI), ingevoegd bij artikel 25 van de bijzondere wet van 6 januari 2014, wordt aan de gewesten de volgende bevoegdheid opgedragen:

“XII. Wat het verkeersveiligheidsbeleid betreft:

(...)

6° de reglementering inzake de scholing en examens betreffende de kennis en de vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van voertuigen van elke categorie, met inbegrip van de organisatie en erkenningsvoorwaarden van rijsscholen en examencentra en met inbegrip van het toezicht op de rijgeschiktheid van de bestuurders en de kandidaat-bestuurders die lijden aan een vermindering van hun functionele vaardigheden, met uitzondering van de federale bevoegdheid inzake het bepalen van de kennis en de vaardigheden die nodig zijn voor het besturen van voertuigen, met dien verstande dat de inwoners van een gewest vrij zijn om een rijsschool te kiezen die, of examen af te leggen in een centrum dat in een ander gewest is gelegen en met dien verstande dat een in een bepaald gewest erkende rijsschool eveneens in de andere gewesten werkzaam mag zijn;”.

4. In de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 wordt de strekking van die bevoegdheidsoverdracht als volgt toegelicht:

“8. Overheveling van de rijopleiding, de rij scholen en de examencentra naar de gewesten

Deze overdracht volgt de logica van het voorstel van bijzondere wet ‘houdende institutionele maatregelen’ dat eerder in de Senaat werd ingediend (*Parl. St.*, Senaat, zitting 2007-2008, nr. 4-602/1) en waarover de Raad van State een advies heeft uitgebracht op 10 april 2008 (advies nr. 44.234/AV). In tegenstelling tot het voornoemde voorstel voorziet het huidige voorstel echter in de overdracht van de rijopleiding, de rij scholen en de examencentra naar de gewesten, en niet naar de gemeenschappen, overeenkomstig het Institutioneel Akkoord voor de Zesde Staatshervorming van 11 oktober 2011.

Dit voorstel van bijzondere wet voorziet dan ook in de toewijzing van de bevoegdheid met betrekking tot de reglementering inzake de scholing en examens met het oog op het verkrijgen van het rijbewijs, met inbegrip van de organisatie en erkenningsvoorwaarden van rij scholen en examencentra, aan de gewesten. Zo kan elk gewest, binnen het Europees regelgevend kader, een optimaal verkeersveiligheidsbeleid voeren.

Artikel 23 van de gecoördineerde wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer bepaalt dat het Belgisch rijbewijs wordt afgegeven indien de verzoeker voldoet aan bepaalde voorwaarden, waaronder geslaagd zijn voor een theoretisch en praktisch examen. Artikel 23 bepaalt eveneens dat de Koning de nadere regels voor het onderricht bepaalt, dat wordt gevolgd ter voorbereiding op het examen. Het is deze laatste bevoegdheid die hier wordt bedoeld. Het bepalen van de kennis en de vaardigheden die nodig zijn voor het besturen van voertuigen blijft dus een federale bevoegdheid. Daarentegen wordt de wijze waarop deze kennis en vaardigheden worden verworven en nagegaan een gewestbevoegdheid.

De bevoegdheid met betrekking tot het rijbewijs zelf blijft een federale bevoegdheid.

In het kader van de bevoegdheidsoverdracht:

- mag een rij school die erkend is in een gewest eveneens in de andere gewesten werkzaam zijn;
- doet de regionalisering van de rijopleiding geen afbreuk aan de initiatieven voor rijbewijslessen op school;
- kan elke burger een rijopleiding in een rij school van het gewest van zijn keuze volgen, ongeacht zijn verblijfplaats;
- kan elke burger zijn examen in een examencentrum van het gewest van zijn keuze afleggen, ongeacht zijn verblijfplaats.

Het spreekt voor zich dat wanneer specifieke bevoegdheden met betrekking tot de scholing, de examens en de rij scholen aan de gewesten worden overgedragen, de overige aspecten met betrekking tot de voorwaarden voor het uitkeren van een rijbewijs en voor het besturen van voertuigen tot de residuaire bevoegdheid van de federale overheid blijven horen.

Het voorlopig rijbewijs, het rijbewijs met punten en de regels inzake verval blijven tot de federale bevoegdheid behoren.

Wat betreft artikel 23, § 1, 2° en 4°, van de gecoördineerde wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, heeft de aan de gewesten over te dragen bevoegdheid betrekking op datgene wat deze bepalingen opdragen aan de Koning.

Deze bepalingen stellen als voorwaarde voor het Belgisch rijbewijs:

‘2° geslaagd zijn voor een door de Koning in te richten praktisch examen betreffende de kennis en vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van voertuigen van elke categorie, waarvoor het rijbewijs wordt aangevraagd. De Koning bepaalt de nadere regelen inzake scholing; (...)

4° geslaagd zijn voor een door de Koning in te richten examen over de kennis van de wetten en reglementen, het gedrag ter voorkoming van ongevallen, de voornaamste begrippen van mechaniek, alsook de eerste hulp bij ongevallen, betreffende het gebruik van de voertuigen van de categorie waarvoor het rijbewijs wordt aangevraagd; de Koning bepaalt de nadere regelen inzake het onderricht.’

Onder de gewestbevoegdheid ressorteert voortaan ook artikel 23bis van dezelfde gecoördineerde wetten. Deze bepaling is thans echter nog niet in werking getreden, en heeft betrekking op het volgen van lessen in het kader van het nog niet in werking getreden rijbewijs met punten (‘Art. 23bis. De houder van een Belgisch rijbewijs volgt lessen bij een centrum voor voortgezette rijopleiding volgens de nadere regels en in de gevallen door de Koning bepaald. Deze lessen beogen met name de bestuurders aan te zetten tot een niet-agressief en preventief rijgedrag en tot een betere controle van het voertuig, zodat ze geen gevaarlijke situaties creëren; ze moeten gevolgd worden in een centrum voor voortgezette rijopleiding, dat beantwoordt aan door de Koning bepaalde voorwaarden.’).

Aangezien aldus verduidelijkt wordt dat de federale overheid bevoegd blijft om ‘de kennis en de vaardigheden te bepalen die nodig zijn voor het besturen’, staat vast dat artikel 23, § 1, 1°, en artikel 38, § 3, (die als voorwaarde bepalen dat bepaalde verklaringen, onderzoeken en examens dienen te worden afgelegd in het kader van verval van recht tot sturen), en artikel 23, § 1, 3°, van dezelfde gecoördineerde wetten (geneeskundig onderzoek) onder de federale bevoegdheid blijven.

Artikel 23, § 2, van de gecoördineerde wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer regelt de gevallen van vrijstelling van examens. Artikel 23, § 2, luidt als volgt:

‘Art. 23. § 2. Van de examens, bedoeld bij § 1, 2°, 3° en 4°, is vrijgesteld de verzoeker die overlegt:

1° ofwel een geldig nationaal buitenlands rijbewijs dat is afgegeven overeenkomstig de voorwaarden die inzake internationaal wegverkeer van toepassing zijn of waarvan de geldigheid is erkend krachtens door de Koning afgesloten akkoorden; de Koning kan deze vrijstelling afhankelijk maken van voorwaarden inzake het verblijf van de verzoeker in de Staat die het rijbewijs heeft aangegeven;

2° ofwel een getuigschrift dat is afgegeven door een overheidsorgaan dat door de Koning is aangewezen en waarin bevestigd wordt dat hij geslaagd is voor een gelijkwaardig geoordeeld examen’.

Binnen dit artikel dient een onderscheid te worden gemaakt. De vrijstelling voor de houders van buitenlandse rijbewijzen (artikel 23, § 2, 1°) hangt samen met de federale bevoegdheid inzake het rijbewijs, en blijft dus federaal.

De vrijstelling voor de houders van een getuigschrift na een gelijkwaardig geoordeeld examen (artikel 23, § 2, 2°) hangt samen met de bevoegdheid voor de scholing

en de examens die, op grond van artikel 25 van dit voorstel van bijzondere wet, aan de gewesten toekomt (artikel 6, § 1, XII, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

De vrijstellingen bedoeld in de artikelen 27 tot 29 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs zijn gelinkt aan de federale bevoegdheid inzake het rijbewijs en blijven een federale bevoegdheid.

Ten slotte moet worden verduidelijkt dat met de termen ‘de organisatie en erkenningsvoorwaarden van rijsscholen’ in de nieuw voorgestelde bepaling de regels worden bedoeld die de Koning op heden vaststelt zoals voorzien in artikel 23, § 3, van de voormelde wet: ‘§ 3. De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de scholen voor het besturen van motorvoertuigen moeten voldoen met het oog op het vervullen van de taken die Hij vaststelt’.”¹

5.1. Gelet op de complexiteit van die bevoegdheidsverdeling hebben zowel het Vlaams Gewest² als het Waals Gewest³ ervoor gekozen die nieuwe bevoegdheid uit te oefenen door wijzigingen aan te brengen in de koninklijke besluiten van 23 maart 1998 ‘betreffende het rijbewijs’ en van 10 juli 2006 ‘betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B’.

Het voorliggende ontwerp dient zich daarentegen aan als een autonome tekst waarbij beide voornoemde koninklijke besluiten gedeeltelijk opgeheven en vervangen worden. Hoewel de keuze voor die methode *in se* niet voor kritiek vatbaar is, moet de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd worden op het feit dat ze moeilijkheden met zich meebrengt.

5.2. In de eerste plaats dient te worden opgemerkt dat sommige bepalingen van het besluit van 23 maart 1998 die bij het ontwerp vervangen worden, gedeeltelijk vallen onder de bevoegdheid van de federale overheid inzake rijbewijzen en voorlopige rijbewijzen.

Het gaat inzonderheid om artikel 5 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 waarvan artikel 2.2.1., § 1, van het voorliggende ontwerp het vereiste van paragraaf 1, tweede lid, en van paragraaf 2 overneemt,⁴ terwijl de vrijstellingen die opgenoemd worden in de bepalingen onder 1° en 2° van die paragraaf 2 behoren tot de federale bevoegdheid inzake rijbewijzen en bijgevolg niet hoeven te worden herhaald in het dispositief van het voorliggende ontwerp.

5.3. Het gaat ook om artikel 6 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 dat bepaalt welke voorwaarden vervuld moeten worden voor de scholing op basis van een voorlopig rijbewijs die deels onder de bevoegdheid van de federale overheid inzake voorlopige rijbewijzen

¹ *Parl.St.* Senaat, 2012/2013, nr. 5-2232, p. 133 e.v.

² Besluit van de Vlaamse regering van 20 januari 2017 ‘betreffende het rijbewijs’, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 ‘betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B’ en het koninklijk besluit van 4 mei 2007 ‘betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+’, waarover op 30 september 2016 advies 59.890/VR gegeven is.

³ Besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B’ waarover op 10 juli 2017 advies 61.664/4 gegeven is, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61664.pdf#search=61664>.

⁴ Artikel 5, § 2, is echter niet opgenomen in artikel 14.5. van het ontwerp, dat de opgeheven artikelen opsomt “voor zover zij van toepassing zijn op motorvoertuigen van categorie B.”

en deels onder de bevoegdheid van de gewesten inzake praktische scholing valt. Het komt de steller van het ontwerp dan ook niet toe het op te heffen “voor zover het van toepassing is op motorvoertuigen van categorie B.” Artikel 14.5. moet op dat punt gecorrigeerd worden.

5.4. De definities van de stof waarover de theoretische scholing (artikel 2.1.1., § 2, dat verwijst naar artikel 3.1.3.), het theoretisch examen (artikel 3.1.3.), de praktische scholing (artikel 2.2.1., § 2, dat verwijst naar artikel 3.2.2.) en het praktisch examen (artikel 3.2.2.) handelen en die in de plaats komen van de definities in artikel 14, eerste lid, dat verwijst naar bijlage 4 (stof voor het theoretisch onderricht), artikel 15, eerste lid, dat verwijst naar bijlage 5 (stof voor het praktische onderricht), artikel 31, eerste lid, dat verwijst naar bijlage 4 (stof voor het theoretische examen) en artikel 33, eerste lid, dat verwijst naar bijlage 5 (proeven voor het praktische examen) van het koninklijk besluit van 23 maart 1998,⁵ leveren hier een specifiek probleem op.

Het is immers zo dat het koninklijk besluit van 23 maart 1998, net als richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 “betreffende het rijbewijs”⁶ die bij dat besluit omgezet wordt, geen formeel onderscheid maakt tussen enerzijds het bepalen van de “kennis en vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van voertuigen” en van de inhoud van de opleiding en het theoretische examen (bijlage 4), en anderzijds de opleiding en het praktische examen (bijlage 5).

Dit houdt in dat de voornoemde bijlagen 4 en 5, ook al vallen zowel de scholing als de examens thans onder de bevoegdheid van de gewesten, niet zonder meer bij het voorliggende ontwerp kunnen worden vervangen zonder dat afbreuk gedaan wordt aan de bevoegdheid inzake het bepalen van “de kennis en de vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van voertuigen” die aan de federale overheid voorbehouden is bij artikel 6, § 1, XII, 6°, BWHI. De aanpak waarvoor de twee andere gewesten gekozen hebben en die erin bestaat de bijlagen 4 en 5 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 aan te vullen, lijkt meer in overeenstemming te zijn met de bevoegdheidsverdeling die op dat vlak doorgevoerd is bij de zesde staatshervorming.

5.5. Het feit dat het voorliggende ontwerp de koninklijke besluiten van 23 maart 1998 en 10 juli 2006 gedeeltelijk vervangt, levert ook problemen op voor de leesbaarheid van de regeling waaraan de kandidaten voor het rijbewijs onderworpen zouden zijn. Ze krijgen immers te maken met een dubbele regeling die kan leiden tot coördinatieproblemen. Dat risico is des te groter daar bij de bepalingen van het voorliggende ontwerp soms alleen maar enkele onderverdelingen van artikelen van de voornoemde koninklijke besluiten opgeheven worden en de werkingssfeer van die bepalingen nu eens uitgebreid wordt tot alle categorieën van rijbewijzen en dan weer beperkt wordt tot het rijbewijs van categorie B, zonder dat dit noodzakelijkerwijs blijkt uit de loutere lezing van die bepalingen.

⁵ Die artikelen en bijlagen worden bij de artikelen 14.2., 14.3. en 14.5. van het voorliggende ontwerp opgeheven voor de scholing en de examens die betrekking hebben op het besturen van motorvoertuigen van categorie B.

⁶ Zie meer bepaald artikel 7, paragraaf 1, en bijlage II van richtlijn 2006/126/EG.

5.6. Gelet op de specifieke nadelen van de gehanteerde methode, wordt de steller van het ontwerp aangeraden om voor de hervorming van de regeling inzake de scholing en examens betreffende de kennis en de vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van wegvoertuigen eerder te kiezen voor de methode die de twee andere gewesten reeds gehanteerd hebben.

In de vorm waarin het ontwerp om advies voorgelegd is aan de afdeling Wetgeving er om de hierboven uiteengezette redenen, gaat het hoe dan ook de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te buiten.

Onder voorbehoud van die algemene opmerking worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Eerste lid

Het eerste lid is overbodig en moet worden weggelaten, aangezien artikel 6, § 1, XI (of juist: XII, 6°), BWHI, geen rechtsgrond van het ontwerp vormt.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

In het tweede lid, dat het eerste lid wordt, dient te worden vermeld dat artikel 27 van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968, ook gewijzigd is bij de wet van 18 juli 1990.

Zevende lid

Het zevende lid, waarin verwezen wordt naar het advies van de Raad van State, moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 62.818/4 van de Raad van State, gegeven op 7 februari 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”⁷.

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 1.1.1.

Vooraan in het dispositief van het voorliggende ontwerp dient te worden vermeld dat het voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 ‘betreffende het rijbewijs’.

Artikel 2.2.2.

1. Paragraaf 1, 2°, b), bepaalt dat het voertuig dat voor de scholing op basis van een voorlopig rijbewijs gebruikt wordt, uitgerust moet zijn met het teken “L”, waarvan het model is bepaald door de Regering.

Een dergelijke bepaling waarbij de regering zichzelf een machtiging verleent, heeft geen enkel rechtsgevolg. Ze dient dan ook te vervallen. Er behoort daarentegen op toegezien te worden dat het ontwerp aangevuld wordt met alle nodige verordeningsbepalingen⁸, wil het daadwerkelijk kunnen worden toegepast op de datum van inwerkingtreding vastgesteld bij artikel 15.1.

2. De voorgaande opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het dispositief, en inzonderheid voor de artikelen 2.2.3., § 3, tweede lid, 2.2.14., derde en vierde lid, en 2.2.15., § 1, 3.1.6., eerste lid, 3.1.10., 4.4.1, en 5.4.1.

Artikel 3.1.1.

In artikel 3.1.1. dient, wat het theoretische examen betreft, verwezen te worden naar artikel 23, § 1, 4° (en niet 2°) van de gecoördineerde wet van 16 maart 1968.

Artikel 3.1.4.

1. Artikel 3.1.4. strekt ertoe nieuwe regels in te voeren met betrekking tot de bijstand van een tolk bij het afleggen van het theoretische examen, wanneer de kandidaat het Nederlands of het Frans niet machtig is.

Zoals de Vaste Commissie voor Taaltoezicht opmerkt in haar advies van 22 september 2017, dat zich in het dossier bevindt dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, dient dat artikel niet te voorzien in de mogelijkheid om een beroep te doen op een tolk voor de Nederlandse of de Franse taal, aangezien de theoretische examens in die twee talen georganiseerd moeten worden en de examens in beide talen op gelijke wijze behandeld moeten worden.

⁸ In voorkomend geval in de vorm van een subdelegatie van bevoegdheid.

2. De voorgaande opmerking geldt eveneens voor artikel 3.2.3. dat betrekking heeft op het afleggen van het praktische examen met bijstand van een tolk.

Artikel 3.2.1.

In artikel 3.2.1. dient, wat het praktische examen betreft, verwezen te worden naar artikel 23, § 1, 2° (en niet 4°) van de gecoördineerde wet van 16 maart 1968.

Artikel 3.2.2.

In artikel 3.2.2. van het ontwerp wordt opgesomd over welke punten het praktische examen gaat. De punten die in bijlage V, onder punt III.B., van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 opgesomd worden, worden daarin overgenomen, maar er wordt wel een punt 17° – “zelfstandig rijden” aan toegevoegd.

In de Franse tekst van dit artikel is sprake van “conduite indépendante” terwijl in de Franse tekst van artikel 3.2.13., § 1, 11°, waarin opgesomd wordt volgens welke rubrieken het examen beoordeeld wordt, de woorden “conduite autonome” worden gebruikt.

Dat gebrek aan overeenstemming moet worden verholpen.

Artikel 3.2.7.

Artikel 3.2.7. heeft betrekking op het praktische examen met het oog op de opheffing van de code 78 die voorkomt op een rijbewijs van categorie B.⁹

Het ontwerp moet aldus aangevuld worden dat het eveneens betrekking heeft op het praktische examen met het oog op het plaatsen van de code 96, zoals dat het geval is in artikel 37 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998, welk artikel opgeheven wordt bij artikel 14.5. “voor zover het van toepassing is op motorvoertuigen van categorie B”.¹⁰

Artikel 3.2.9.

1. In het eerste lid moeten de woorden “de kandidaat bedoeld in artikel 3.2.6” vervangen worden door de woorden “de kandidaat bedoeld in artikel 3.2.7”. In het derde lid moeten voorts de woorden “de in artikel 3.2.1 bepaalde voorafgaande controles en manoeuvres” vervangen worden door de woorden “de in artikel 3.2.2 bedoelde voorafgaande controles en manoeuvres”.

⁹ De Europese code 78 betekent dat het rijbewijs enkel geldt voor voertuigen die uitgerust zijn met een automatische schakeling.

¹⁰ De Europese code 96 laat de houder van een rijbewijs B toe voertuigen te besturen van categorie B waaraan een aanhangwagen gekoppeld wordt waarvan de maximale toegelaten massa meer dan 750 kg bedraagt en waarbij de maximale toegelaten massa van het samenstel meer dan 3.500 kg maar minder dan 4.250 kg bedraagt.

2. Voorts moeten in artikel 3.2.11., eerste lid, de woorden “van het in [artikel] 3.2.9, tweede lid, 1°, bedoelde voertuig” vervangen worden door de woorden “van het in artikel 3.2.10, tweede lid, 1°, bedoelde voertuig”.

Artikel 3.2.12.

1. In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, moeten de woorden “visées à l’article 3, alinéa 4” vervangen worden door de woorden “visés à l’article 3, § 4”.

2. De laatste zin van paragraaf 5 luidt als volgt:

“In het geval bedoeld in artikel 4.1.3, § 1, wordt het slagen voor het praktische examen vermeld op de aanvraag om een rijbewijs door de overheid bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.”

Het geval bedoeld in artikel 4.1.3., § 1, is dat waarin de beroepscommissie beslist dat de kandidaat geslaagd is voor het examen op grond van het verslag van de ambtenaar van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Mobiliteit.

Er dient op gewezen te worden dat de overheid bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 de burgemeester zou kunnen zijn van een gemeente die in een ander gewest gelegen is of zijn gemachtigde,¹¹ alsook de federale minister van Buitenlandse Zaken,¹² en dat het de steller van het ontwerp niet toekomt hen de desbetreffende verplichting op te leggen.

Paragraaf 5 moet dan ook herzien worden teneinde die verplichting op te leggen aan een persoon die onder de bevoegdheid valt van de steller. Dat zou bijvoorbeeld de ambtenaar van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Mobiliteit kunnen zijn.

Artikel 3.2.14.

Artikel 3.2.14. luidt als volgt:

“De inschrijving voor het praktische examen gebeurt volgens de regels en op de wijze goedgekeurd door de Regering.”

Dat artikel is dubbelzinnig gesteld: ofwel betekent het dat die nadere regels vastgesteld worden door een andere overheid – die dan aangewezen zou moeten worden – en vervolgens ter goedkeuring voorgelegd worden aan de regering ofwel is het een zelfmachtiging die aanleiding zou geven tot dezelfde opmerking als die welke gemaakt is met betrekking tot artikel 2.2.2. van het ontwerp.

Artikel 3.2.14. moet herzien worden op basis van die opmerking.

¹¹ Gelet op de vrijheid van keuze vastgelegd in artikel 6, § 1, XII, 6°, BWHI.

¹² Zie artikel 7, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.

Artikel 4.1.3.

1. In paragraaf 2, eerste lid, dienen de woorden “betekening van het beroep” vervangen te worden door de woorden “instelling van het beroep”, aangezien dat beroep niet bij betekening ingesteld wordt, zoals bepaald in artikel 32, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek.

2. Bij de paragrafen 2, tweede lid, en 3 wordt een regeling van impliciete afwijzingsbeslissing ingevoerd, wanneer de beroepscommissie geen beslissing neemt binnen zestig dagen na het instellen van het beroep waarin artikel 4.1.1. voorziet.

De invoering van een dergelijke regeling heeft tot gevolg dat de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’ buiten toepassing gelaten wordt, hetgeen niet aanvaard kan worden bij ontstentenis van een bepaling van wetgevende aard die dat toestaat.

Bijgevolg moet paragraaf 2, tweede lid, weggelaten worden en moet paragraaf 3 herzien worden.

Artikel 4.2.1.

In het derde lid worden de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overschreden, aangezien de aangelegenheid van het gebruik der talen in bestuurszaken op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot de federale bevoegdheid behoort.

Het derde lid moet herzien worden.

Artikel 5.1.1.

Artikel 5.1.1. luidt als volgt:

“Art. 5.1.1 Voorafgaand aan het theoretisch examen betaalt de kandidaat een retributiebijslag van 50 euro wanneer hij gebruik maakt van een tolk bedoeld in artikel 3.1.4.”

Artikel 63, § 1, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 voorziet reeds in een dergelijke aanvullende retributie. In tegenstelling tot artikel 32, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit bepaalt artikel 3.1.4., eerste lid, van het voorliggende ontwerp evenwel dat “[d]e tolk (...) in alle gevallen door de kandidaat vergoed [wordt]”.

Die retributiebijslag heeft bijgevolg geen bestaansreden meer en artikel 5.1.1. moet weggelaten worden.

Artikel 5.2.1.

In onderdeel 2°, d), moeten de verwijzingen naar de artikelen 3.2.5., 3.2.6. en 3.2.9. respectievelijk vervangen worden door verwijzingen naar de artikelen 3.2.6., 3.2.7. en 3.2.10.

Artikel 5.4.1.

Het derde lid bepaalt dat de retributies waarin het ontwerp voorziet op 1 januari van elk jaar automatisch geïndexeerd worden.

Er dient op gewezen te worden dat een indexering op 1 januari op basis van de op 31 december van het voorgaande jaar bereikte gezondheidsindex in de praktijk onmogelijk is, gelet op de tijd die nodig is om dat maandelijks indexcijfer vast te stellen en te publiceren.

Artikel 15.2.

Artikel 15.2. bepaalt dat artikel 3.1.12. in werking treedt op de datum van bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Hoewel het mogelijk is om dat artikel, dat handelt over de wijze waarop het theoretische examen beoordeeld wordt, vervroegd in werking te doen treden, dient aan de betrokkenen evenwel de tijd gelaten te worden die nodig is om kennis te nemen van die wijziging in de regelgeving.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

De indeling van het dispositief is vatbaar voor verbetering inzonderheid omdat een aantal titels bijvoorbeeld slechts uit één hoofdstuk bestaan.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET